



Ouagadougou, le 18 août 2023.

N° 2023-004/MFP/CO/CEN

Le Coordonnateur national

A

**Son Excellence Monsieur le Président
de la République française
-PARIS, FRANCE-**

Objet : suspension de l'aide au développement et de l'appui
budgétaire au Burkina Faso.

Excellence Monsieur le Président,

Par la présente lettre ouverte, je vous adresse les salutations fraternelles de l'ensemble des organisations patriotiques de veille citoyenne et de l'ensemble des vaillants Hommes intègres.

Je m'adresse à vous à la suite de votre annonce de suspension de l'aide au développement et de l'appui budgétaire à notre cher pays, le Burkina Faso. Cette suspension intervient à un tournant décisif de la marche triomphale des Burkinabè vers l'indépendance pleine, totale et entière, laquelle commande à l'ensemble du peuple avec à sa tête, Son **Excellence le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, Président de la Transition, Chef de l'État**, des choix stratégiques hardis.

C'est dans cette optique qu'il faut appréhender le discours patriotique de son **Excellence le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, Président de la Transition, Chef de l'État** à Saint-Petersbourg et la déclaration conjointe du Mali et du Burkina Faso en soutien au peuple frère du Niger.

Pourtant, loin de réinventer la politique étrangère française pour la conformer au droit international, lequel impose le respect strict de la souveraineté des États en l'espèce, celle de notre mère Patrie le Faso et de l'ensemble des ex-colonies françaises, vous avez fait l'option de pérenniser la tradition française de vassalisation et d'exploitation de nos États.

En effet, l'annonce de la suspension de l'aide au développement et de l'appui budgétaire au Burkina Faso démontre à souhait tout le mépris, la condescendance et les velléités de domination perpétuelle et permanente que vous et votre gouvernement réservez à nos États, un sordide dessein que vous tentez en vain de dissimuler à travers ce fameux concept d'Aide Publique au Développement (APD), lequel n'est qu'un moyen de domination déguisé. Cette conduite de la diplomatie française suscite quelques interrogations :

- comment peut-on prétendre apporter de l'aide en faveur du développement d'un pays tout en l'utilisant comme un instrument de pression ?
- quelle est cette aide qui miraculeusement maintient ses bénéficiaires au banc des éternels assistés ?
- en quoi sommes-nous des pays nécessiteux, un lourd fardeau, sinon un boulet que vous devez trainer, alors même que l'idée que nous puissions exercer totalement notre souveraineté vous fait perdre toute raison ?

Si vous et vos institutions impérialistes ne l'avez pas encore intégré, sachez que le temps de l'obscurantisme néocolonial est révolu ! Nos peuples, conscients de la communauté de destin que vous nous avez réservée ont choisi d'assumer leur révolte. C'est pourquoi la maxime révolutionnaire du Camarade président, le Capitaine Thomas SANKARA est plus que jamais une réalité : « Oser lutter, savoir vaincre ! ».

Monsieur le Président

Il est de bon ton de vous rappeler que quand votre pays, la France était sous domination nazie, le peuple français dans un instinct de survie avait pris son destin en main.

Nul besoin de vous dire, que l'exploitation à laquelle vous souhaitez soumettre notre pays est contestée par le vaillant peuple du Burkina Faso qui a décidé d'assumer son destin et de marcher courageusement vers un avenir radieux.

Monsieur le Président, le discours patriotique du Président de la Transition livré à la faveur du sommet Russie-Afrique est l'expression de la jeunesse burkinabè qui veut désormais s'assumer entièrement et refuser de mourir dans les océans à la recherche d'un eldorado construit, faut-il le rappeler, avec les fruits de l'exploitation de nos peuples.

Il apparaît peut-être important de vous faire savoir que votre ignorance de l'intelligence africaine en général et de la jeunesse burkinabè en particulier, vous permet ces zèles de considérer notre pays comme une province française. La suspension de l'aide au développement et de l'appui budgétaire, qui sont par ailleurs dénoncés par le peuple burkinabè, ne le détournera pas de son combat pour sa suppression entière.

L'aide au développement est l'un de vos instruments de soumission de nos États. Elle contribue à perpétuer votre système de prédation de nos ressources en tout genre. C'est bien sous ce manteau que vous maintenez sous votre contrôle nos dirigeants et nos institutions. C'est une honte pour la France qui se targue d'être la 5^e ou 6^e puissance économique mondiale mais qui ne s'embarrasse pas d'exploiter d'autres peuples pour maintenir ce rang.

Chez nous au Burkina Faso il existe une plante qui ne doit sa vie qu'à la sève d'une autre. À force d'être exploitée la plante nourricière finit par mourir et l'autre aussi. Nous n'avons pas connaissance de l'existence d'une telle plante en Europe. C'est pour nous l'image de la France à l'égard de l'Afrique dont l'exploitation barbare n'a d'autres fins que sa disparition.

Nous, jeunesse burkinabè, dénonçons, rejetons et condamnons ce système de prédation déguisé en aide publique au développement et d'appui budgétaire que vous faites passer pour des faveurs. Nous n'en voulons plus et nous nous battons de concert avec nos autorités pour la souveraineté totale de notre pays.

Que cela soit bien clair Monsieur le Président : nous n'en voulons plus.

Nous souhaitons par ailleurs le retrait des experts français de notre administration et la fin de la mise sous tutelle française de nos finances publiques. Notre lutte pour la dignité de nos États ne sera un succès que si nous parvenons à mettre un terme à toutes ces formes avilissantes de coopération.

Le peuple du Burkina Faso et les peuples africains ne veulent plus que des faits ou événements s'ajoutent à l'histoire odieuse que nous avons déjà avec la France. Cette histoire est faite d'horreurs, de terreurs, de crimes de tous ordres dont, vous nous permettez, de rappeler quelques-uns.

- le massacre des tirailleurs ouest-africains à Thiaroye le 1^{er} décembre 1944;
- les assassinats en série des indépendantistes et hommes politiques africains D'Ali Boumendjel d'Algérie en 1957 à Mouammar Kadhafi en Lybie en 2011, en passant par Barthélémy Boganda en 1959 en République Centrafricaine, Um Nyobè en 1958 et Félix Moumié du Cameroun en 1960, Sylvanus Olympio du Togo en 1963, François Tombalbaye du Tchad en 1975, Thomas Sankara du Burkina Faso en 1987 ;
- l'imposition d'une monnaie coloniale qui enrichit le trésor français.

C'est là une infime partie de la mission civilisatrice de la « patrie des droits de l'homme » en Afrique.

C'est un combat que les peuples souverains du sahel mènent inlassablement pour la souveraineté et la reconquête des territoires infestés par des terroristes que vous recrutez, formez et équipez contre les paisibles populations du Sahel qui aspirent à vivre dignement dans leur authenticité.

En revanche, la prétendue *aide au développement* demeure un outil que nous combattons.

Le Burkina Faso a de quoi vivre dignement et c'est ce chemin que le peuple a osé emprunter et qui s'écarte de l'assistanat que vous lui proposer !

Recevez, **Excellence Monsieur le Président**, l'expression de ma Très haute considération.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Richard OUANGO
